



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-74
Séance du 7 décembre 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le sept décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Romane Palau, Paloma Pervent, Fanny Suau, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Perez, Mme Brigitte Torrandell pouvoir à Elodie Joannot, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : M. François Petit

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 16

Procurations : 5

Absents : 2

Votants : 21

Date de convocation et affichage

2 décembre 2022

Objet : Convention d'adhésion au contrat d'assurance des risques statutaires : autorisation de signature

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel qui rappelle :

- Que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) a retenu pour le compte des collectivités et établissements employant plus de 29 agents relevant de la CNRACL un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986 ;
- Que le CDG 34 a communiqué à la commune de Lavérune les résultats de la consultation ;
- Que la rémunération du CDG 34 pour l'adhésion à la mission facultative de mise en place et du suivi du contrat d'assurance statutaire est fixée annuellement à 0,12% de la masse salariale déclarée à l'URSSAF.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Le conseil municipal après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité décide :

Article 1 : D'accepter la proposition suivante :

- Courtier/Assureur : SIACI SAINT HONORE/ALLIANZ
- Durée du contrat : à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2025
- Régime du contrat : capitalisation
- Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de six mois.

☒ d'adhérer au contrat pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL:

Les risques assurés sont :

Désignation des risques	Formule de franchise	Taux (en %)	Choix
Décès	Sans franchise	0.28	OUI
Maladie ordinaire	10 jours	3.07	NON
	15 jours	2.63	NON
	20 jours	2.30	NON
	30 jours	1.81	OUI
Longue maladie et maladie longue durée	Sans franchise	1.37	NON
	30 jours	1.32	OUI
	90 jours	1.19	NON
	180 jours	1.03	NON
Temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire : Inclus dans les taux			
Accident et maladie imputable au service	Sans franchise	1.04	OUI
	10 jours	0.88	NON
	15 jours	0.82	NON
	20 jours	0.78	NON
	30 jours	0.73	NON
Maternité, paternité et accueil de l'enfant	Sans franchise	0.44	OUI

Le taux s'applique sur l'assiette de cotisation qui est composée des éléments suivants :

Traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension.

Et, de façon optionnelle, tout ou partie des éléments suivants :

Cocher les éléments retenus

BASE D'ASSURANCE	CHOIX
<i>Nouvelle bonification indiciaire</i>	NON
<i>Supplément familial de traitement</i>	NON
<i>Indemnité de résidence</i>	NON
<i>Charges patronales (forfait entre 10% et 60% du TIB+NBI)</i>	NON
<i>Indemnités accessoires maintenues par l'employeur pendant les arrêts de travail (sont exclus les indemnités attachées à l'exercice des fonctions et celles qui ont un caractère de remboursement de frais)</i>	NON

☒ D'adhérer au contrat pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL (Temps non complet < 28 heures) et les agents contractuels de droit public :

Les risques assurés sont : Accident de service et maladie imputable au service / Maladie grave / Maternité + adoption + paternité / maladie ordinaire avec franchise de 15 jours consécutifs

Taux : 1,30 %

Le taux s'applique sur l'assiette de cotisation qui est composée des éléments suivants :

Traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension.

Et, de façon optionnelle, tout ou partie des éléments suivants :

Cocher les éléments retenus

BASE D'ASSURANCE	CHOIX
<i>Nouvelle bonification indiciaire</i>	NON
<i>Supplément familial de traitement</i>	NON
<i>Indemnité de résidence</i>	NON
<i>Charges patronales (forfait entre 10% et 60% du TIB+NBI)</i>	NON
<i>Indemnités accessoires maintenues par l'employeur pendant les arrêts de travail (sont exclus les indemnités attachées à l'exercice des fonctions et celles qui ont un caractère de remboursement de frais)</i>	NON

Au titre de la mission facultative de mise en place, de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance statutaire, le CDG 34 doit percevoir une rémunération correspondant aux prestations fournies aux communes et établissements bénéficiaires. Cette rémunération est fixée à 0,12% de la masse salariale déclarée à l'URSSAF.

Une convention de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance des risques statutaires est annexée à la présente délibération.

Article 2 : le Conseil municipal de Lavérune autorise le M. le maire à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 7 décembre 2022.

Roger CAIZERGUES
Maire




François PETIT
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

nomenclature : 1.7.6